

Pendant que quelques député-es débattent de la loi... ...des milliers de cheminot-es poursuivent la grève

L'examen du projet de loi à l'Assemblée Nationale est prévu jusqu'à vendredi ou mardi. Nous rejetons ce projet, mais nous dénonçons aussi la désorganisation mise en place depuis 1997 et la gestion sauce Pépy. D'autres secteurs sont en grève et les usagers ne sont pas celles et ceux que dépeignent les médias. L'unification des luttes est nécessaire pour gagner.

Qui est légitime pour défendre le service public et nos conditions de travail ?

Une poignée de député-es fait marcher les institutions en discutant de notre avenir. Ce n'est pas la démocratie. Les premier-es concerné-es, c'est-à-dire les cheminot-es et l'ensemble de la population, sont hors-jeu. Que le projet de loi soit validé en première lecture, pour nous, il n'a jamais été question d'en rester là : nous refusons ce projet, mais nous ne voulons pas ce que nous combattons depuis 17 ans (la casse de la SNCF par la création de RFF) et nous ne voulons pas, non plus, continuer à subir les conséquences des restructurations décidées par G. Pépy et ses troupes.

- Réintégration de l'ensemble du système ferroviaire dans une seule entreprise publique.
- Arrêt de l'éclatement de l'entreprise SNCF qui détruit le service public et brise des vies.
- Annulation de la dette imposée depuis des années aux entreprises publiques ferroviaires.
- Maintien du RH 0077 et du Statut, qu'il faut améliorer et étendre à tous les salarié-es du secteur ferroviaire.

**Nous ne nous
laisserons pas voler
les raisons de notre
grève. Voilà ce que
sont et demeurent
nos revendications !**

Le calendrier parlementaire

L'examen du projet de loi à l'Assemblée Nationale est prévu jusqu'à vendredi ou mardi. Début juillet, il sera à l'ordre du jour du Sénat. Ensuite, une Commission Mixte Paritaire avec quelques membres des deux Chambres se réunira, puis ce sera la deuxième lecture, (définitive puisque le gouvernement a décidé de mettre en œuvre la « procédure accélérée »), à l'Assemblée Nationale.

La retransmission des débats à l'Assemblée Nationale ou au Sénat est toujours un aveu terrible de ce qu'est cette démocratie : une très grande majorité des « élu-es de la Nation » est absente. Ça ne les empêche pas de donner leur avis sur notre grève sur tous les médias. Ils et elles n'auront pas de retenue pour leurs absences... qui ne perturbent d'ailleurs nullement l'activité du pays. A croire qu'il y a des métiers plus ou moins utiles...

Manifestations interprofessionnelles pour aller vers l'unification de nos luttes

Des manifestations interprofessionnelles sont organisées, hier, aujourd'hui et demain, dans de nombreux départements. Elles sont organisées par CGT et Solidaires (avec parfois FO et FSU). Marquer un soutien à notre grève est déjà très important, mais il ne s'agit pas que de ça : il faut unifier nos luttes ! Nous savons que la convergence des luttes ne se décrète pas. Ainsi, nous cheminot-es n'avons pas réussi à nous mettre en mouvement lorsque d'autres secteurs étaient en grève. Aujourd'hui, la grève ne touche pas que la SNCF : il y a les intermittent-es du spectacle, il y a le personnel hospitalier, il y a les postier-es (à Paris, dans l'Essonne, les Hauts-de-Seine, le Val-de-Marne, la Loire-Atlantique, l'Isère, le Loiret, le Cher, l'Arriège, la Sarthe...), il y a la bataille contre les nouveaux rythmes scolaires, etc.

**En manifestant ensemble, nous
renforçons nos luttes à tous et toutes !**

Il y aurait d'autres usagers que celles et ceux de TF1 et compagnie ?

C'est ce que confirment les initiatives prises dans de nombreuses villes par des collectifs d'usagers, soutenues par les unions syndicales interprofessionnelles Solidaires et CGT : les diffusions de tracts, les discussions, les actions montrent une solidarité entre travailleurs-ses, une compréhension de notre grève, bien loin de la caricature des médias.



Unité pour gagner !

SUD-Rail appelle à maintenir l'unité des grévistes, l'unité interfédérale CGT/SUD-Rail. Ne tombons pas dans les provocations à la division de ceux qui mettent en avant de prétendues « avancées ». **Unité des assemblées générales !**